

Trump II : premier bilan

Détruire, dit-il...

Déconstruire l'État fédéral, mener la guerre culturelle contre l'« État profond », affirmer la prééminence absolue du pouvoir présidentiel : Trump met en œuvre le programme annoncé, y compris dans ses incohérences économiques, avec un bilan ambigu. Mais une question demeure : la démocratie américaine peut-elle résister ?

Le 4 mars 1933, le président Franklin Delano Roosevelt, confronté à une crise économique mondiale inédite et à un effondrement du système bancaire du pays, prononçait ses mots célèbres : « Nous devons agir. Et agir vite. » – coup d'envoi de son *New Deal*. À bien des égards, les six premiers mois de la seconde présidence Trump sont la copie inversée du *New Deal* rooseveltien. Donald Trump s'est lancé, avec une frénésie qu'illustre le nombre de décrets présidentiels – le plus élevé en cent jours de présidence depuis F. D. Roosevelt – dans une déconstruction de l'État fédéral et de ses normes traditionnelles de fonctionnement.

Déconstruire l'État fédéral

Conformément aux engagements de son programme et du *Project 2025* de la Heritage Foundation – *think tank* conservateur repris en main entre 2021 et 2024 par les anciens du premier mandat Trump –, le nouveau président entend réduire le volume des dépenses publiques par des coupes drastiques dans les emplois fédéraux et neutraliser l'opposition idéologique perçue de beaucoup de fonctionnaires lors du premier mandat. Cette double mission a été confiée en large part, de janvier à fin mai 2025, à Elon Musk, patron des firmes Tesla et Space X, et de loin plus gros donateur de la campagne de Trump en 2024.

Symbolisant la porosité renforcée entre l'administration et les plus riches milliardaires du pays, Musk est installé par Donald Trump à la tête d'un Department of Government Efficiency (DOGE), une commission chargée de traquer les abus et fraudes présumés dans la gestion de l'argent public, et d'y remettre en cause les contrats passés par l'État. S'introduisant parfois avec fracas dans les données numériques confidentielles de chaque ministère et grande administration, Elon Musk et ses jeunes employés du secteur de la *tech* y ont mené une politique de la « hache » budgétaire, aboutissant par exemple au démantèlement de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), agence fédérale distributrice de l'aide humanitaire américaine dans le monde. Début

mars 2025, 83 % des programmes de l'USAID avaient été supprimés, le reste étant placé sous l'autorité du Département d'État, tandis qu'au moins 2 000 personnes perdaient leur emploi.

L'action du DOGE contre l'USAID est emblématique du double objectif de la purge trumpienne. L'USAID, traitée d'« organisation criminelle » par Elon Musk lui-même, est vilipendée depuis au moins une décennie par les conservateurs religieux pour sa promotion à l'étranger des droits LGBT ou de la contraception. Il s'agit bien de mener une véritable guerre culturelle à l'intérieur de l'État contre les valeurs jugées permissives du progressisme, qui auraient contaminé les missions du service public. Mais la quasi-extinction de l'USAID permet aussi de réduire en masse l'emploi public, jugé source de gabegie fiscale.

Ce que le romancier canadien Stephen Marche a décrit dans *The Atlantic* comme une « révolution culturelle » du second mandat Trump voit aussi la remise en cause systématique dans l'État fédéral de toutes les politiques publiques de diversité, d'équité et d'inclusion (DEI), en particulier au ministère de la Défense. Le nouveau ministre Peter Hegseth, ancien chroniqueur de Fox News, y mène une purge de tous les contenus censés favoriser l'égalité des sexes et des races, assimilés à un endoctrinement affaiblissant les valeurs combattantes des États-Unis. Début mai 2025, Hegseth a par exemple ordonné par mémo l'élimination, dans toutes les institutions militaires (écoles de formation, états-majors), des livres faisant la promotion de la diversité et de l'inclusion. Au Pentagone, la guerre culturelle motive la purge dans les états-majors des généraux associés à ces programmes de diversité et d'inclusion – à l'exemple du *Joint Chief of Staff* afro-américain nommé par Joe Biden, Charles Q. Brown, débarqué par Donald Trump dès février 2025.

La révolution culturelle engagée à l'intérieur de l'État fédéral est également marquée par un profond renouvellement des élites gouvernementales et technocratiques, contrairement au premier mandat durant lequel Trump, arrivé au pouvoir par surprise, avait dû s'appuyer à contrecœur sur un personnel formé sous les administrations Bush Sr. (1989-1993) et Bush Jr. (2001-2009). Le premier critère de toutes les nominations de Donald Trump dans les emplois à la tête de l'État est la loyauté personnelle au président, y compris dans son déni persistant de défaite électorale face à Joe Biden en novembre 2020. Ont ainsi accédé à des postes clés de l'appareil du renseignement Kash Patel, le directeur du Federal Bureau of Investigation (FBI), et Dan Bongino (numéro 2 du FBI), issus de la mouvance conspirationniste et plus forts de leur présence sur les réseaux sociaux et dans des podcasts que des diplômes traditionnellement requis. Les deux hommes diffusaient ainsi depuis 2021 la théorie selon laquelle le FBI était responsable de l'insurrection du Capitole, des agents sous couverture ayant incité les manifestants pro-Trump à entrer dans les bâtiments du Congrès.

À la tête d'une institution dont ils critiquaient la partialité politique, Patel et Bongino accompagnent une même politique de coupes budgétaires massives (plus de 500 millions de dollars de réduction demandés par la Maison-Blanche pour le budget 2026 du FBI) et de chasse aux agents soupçonnés de déloyauté envers Donald Trump. Beaucoup d'agents ayant participé aux enquêtes judiciaires fédérales du procureur spécial Jack Smith sont ciblés en vue de licenciements qui ont déjà frappé fin janvier 2025 des directeurs de bureaux régionaux du FBI.

Cette mise au pas du présumé « État profond » (*Deep State*) qui a alimenté le récit politique de reconquête de Donald Trump se vérifie aussi dans le renseignement extérieur supervisé par la nouvelle directrice du renseignement national Tulsi Gabbard. Elle a mis sur pied un groupe de travail dont les principaux objectifs sont la réduction des effectifs de la communauté du renseignement et la déclassification des documents de l'enquête du FBI relative à la présumée collusion de Donald Trump avec la Russie. Affirmant vouloir lutter contre la politisation du renseignement qui aurait été instrumentalisé dans l'affaire russe contre Donald Trump, Tulsi Gabbard a pourtant déjà renvoyé en mai 2025 les auteurs d'une évaluation du National Intelligence Council (NIC) niant tout lien entre le gouvernement vénézuélien et le gang Tren de Aragua, quand Donald Trump en avait fait son argument juridique pour faire expulser les membres du gang.

Affaiblir les *checks and balances* pour appliquer le programme

Cette suppression de tous les obstacles éventuels à la toute-puissance présidentielle dans l'État caractérise les six premiers mois du mandat. Et elle s'opère avec une neutralisation quasi totale du pouvoir de contrôle d'un Congrès où les majorités républicaines en faveur du président ne sont pourtant pas si larges (trois sièges à la Chambre et trois au Sénat). Le Sénat a confirmé sans coup férir toutes les nominations du cabinet de Trump, dont celles de Hegseth, Patel, Bongino ou Gabbard, malgré la révélation par la presse de scandales qui auraient autrefois condamné les prétendants. Et la Chambre des représentants, dirigée par le speaker Mike Johnson à qui Donald Trump a apporté un soutien décisif pour être reconduit, a voté fin mai 2025 son projet de loi fiscale (le *One Big Beautiful Bill Act*), en dépit du creusement du déficit public de 2 800 milliards de dollars sur dix ans qu'elle promet selon l'analyse préliminaire du Congressional Budget Office.

L'atténuation des contre-pouvoirs explique la mise en œuvre au pas de charge par Donald Trump de son programme. La guerre culturelle contre les programmes de diversité et d'inclusion a créé un conflit ouvert avec les plus grandes universités du pays, dont Harvard ou Columbia, sommées par la présidence d'y mettre fin et de ne plus procéder à des admissions fondées sur la discrimination positive, sous peine d'être privées de subventions publiques.

Pour lutter contre l'immigration clandestine, Donald Trump a suspendu par décret, le jour de son investiture, le droit d'asile et militarisé la surveillance de la frontière mexicaine. Et il a recouru à de vieilles lois de guerre oubliées (l'*Alien Enemies Act* de 1798) pour expulser vers le Salvador des immigrants vénézuéliens accusés d'appartenir au gang Tren de Aragua. Donald Trump a enfin relancé une guerre commerciale mondiale avec des hausses brutales de tarifs douaniers, d'abord contre les principaux partenaires des États-Unis (Mexique, Canada, Chine, Union européenne...), puis avec la quasi-totalité des pays. Cette politique, expéditive mais fidèle à ses promesses protectionnistes et nativistes, garantit à Donald Trump une popularité sans faille dans son bloc d'électeurs républicains. Sa popularité a néanmoins décliné lentement durant toute la première partie de l'année 2025 : il est désormais, selon Gallup, le président le plus impopulaire depuis 70 ans après les cent premiers jours d'un second mandat.

Quel premier bilan ?

Les premiers résultats du second mandat Trump sont ambivalents. Alors que Donald Trump a hérité d'une situation macro-économique quasi idéale (taux de chômage de 4 %, croissance de 2,4 % au dernier trimestre 2024), ses annonces de tarifs douaniers, le plus souvent suivies de revirement, affolent les marchés financiers et brouillent les anticipations des acteurs économiques. La croissance économique a déjà connu un recul de 0,2 % au premier trimestre 2025, du fait des importations de prévoyance des entreprises avant l'application des tarifs douaniers annoncés. Quant aux perspectives de l'emploi, elles sont dégradées par la suppression déjà effective de 26 000 emplois publics de début février à fin avril 2025.

Les actions de Donald Trump ont, par ailleurs, été régulièrement bloquées ou retoquées par les tribunaux fédéraux pour leur inconstitutionnalité. Selon le décompte du *New York Times*, entre janvier et mai 2025, environ 182 jugements ont été rendus contre des décisions présidentielles. Le cas le plus spectaculaire concerne le décret demandant à l'administration de ne plus reconnaître comme citoyens les enfants nés sur le territoire américain d'immigrés sans papiers. Plusieurs tribunaux fédéraux de district ont bloqué ce décret, contraire au 14^e amendement de la Constitution. Il reviendra à la Cour suprême de faire savoir si elle maintiendra son interprétation traditionnelle du 14^e amendement – dans l'arrêt *USA vs Wong Kim Ark* (1898) –, qui garantit la citoyenneté à tout enfant né sur le sol des États-Unis.

La Cour suprême apparaît ainsi comme un dernier rempart. Contre la tradition de séparation des pouvoirs, Trump a appelé à l'*impeachment* du juge Boasberg qui avait voulu bloquer l'expulsion des immigrants vénézuéliens vers le Salvador. Et il a contraint, sous menace de rétorsions de l'État, de grands cabinets d'avocats ayant plaidé contre lui ou sa première administration à accepter des milliers d'heures de travail juridique gratuit pour les causes conservatrices. Les décisions à venir de la Cour suprême devraient donc confirmer le maintien possible de réels contre-pouvoirs à une présidence Trump réclamant une autorité exécutive illimitée et, au-delà, la préservation d'une démocratie libérale.

C. S.

Pour en savoir plus

- J. Dawsey, T. Pager et I. Arnsdorf, *How Trump Retook the White House and the Democrats Lost America*, New York, Penguin Press, 2025.
- D. A. Graham, *The Project: How Project 2025 Is Reshaping America*, New York, Penguin Random House, 2025.
- M. Kandel, *Une première histoire du trumpisme*, Paris, Gallimard, 2025.

